

Reconfigurations du clivage Nord-Sud et géographie de l'« extraction »

Maristella Svampa¹

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Amérique latine ont renforcé, indépendamment des prétentions des gouvernements progressistes, le néo-extractivisme et la division internationale du travail. Cela participe plus globalement, au Nord comme au Sud, d'une expansion de la géographie de l'extraction. Cette géographie ne signifie pas la fin des rapports Nord-Sud, mais oblige à repenser les asymétries du monde actuel de manière plus complexe.

L'objet de cet article est de réfléchir à la manière dont les processus de mutation géopolitique, les changements sociaux et l'expansion de la frontière technologique ont reconfiguré le clivage Nord-Sud. Afin de mettre en évidence cette reconfiguration, je me propose de développer un regard sur la géographie de l'extraction. Celle-ci souligne la permanence de l'inscription des pays d'Amérique latine dans le Sud. J'apporterai néanmoins certaines nuances, afin d'offrir une lecture plus souple de la division Nord-Sud. Cependant, avant d'entamer ce périple, il est nécessaire de nous arrêter sur les mutations du paysage global – cadre sans lequel il serait impossible de comprendre les transformations dudit clivage – et au premier chef, le processus de transition hégémonique en cours, marqué par la montée en puissance de la République

1. Sociologue et écrivain argentine, chercheuse au Conseil national de la recherche scientifique – Conicet, professeure à l'Université de La Plata, directrice du programme d'études critiques du développement, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

populaire de Chine et l'émergence des diktats économiques et politiques internationaux.

L'ascension de la Chine et le Sud global

Pour nombre d'analystes, nous assistons à d'importants changements géopolitiques, manifestes dans le déclin du pouvoir hégémonique des États-Unis, et dans l'émergence de nouvelles puissances mondiales, parmi lesquelles se détache la République populaire de Chine. La question de cette succession hégémonique suscite aujourd'hui des débats historiographiques et politiques intenses. Il est certain, qu'entre 1989 et 2012, la Chine a émergé comme une grande puissance économique mondiale. De même, un redressement économique et commercial s'est opéré, au cours de ces dernières décennies, de l'Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique, incluant un large arc de cercle de pays asiatiques (Japon, Taïwan, Indonésie, Corée...).

Actuellement, la Chine est, au niveau mondial, la deuxième économie et le pôle économique le plus dynamique et le plus important. Ainsi, le pays est le premier exportateur de biens de la planète, le premier consommateur mondial d'énergie et d'automobiles, d'aluminium, de cuivre, d'étain, de soja et de zinc; le second de sucre et de pétrole; et le cinquième exportateur de services. De même, la Chine est la grande fabrique du monde, dont l'insertion commerciale ne dépend pas seulement des exportations de produits peu ou faiblement transformés, mais aussi de produits à haut niveau technologique. C'est aussi le pays qui abrite la majeure partie de la population de la planète: 1,3 milliard d'habitants, accédant tous les jours plus au monde de la consommation. Et cet accès, fortement encouragé par le régime officiel, s'inscrit dans l'urbanisation croissante et accélérée que connaît le pays. Au fur et à mesure de l'augmentation de la consommation, son industrie de plus en plus automatisée commence à réclamer davantage de ressources énergétiques et de matières premières. Pour cette raison, la Chine en est devenue le principal demandeur, ce qui a entraîné en retour la hausse des prix de celles-ci.

Par ailleurs, la Chine, représente une puissance sur le plan productif, mais aussi sur le plan financier. Les volumineux excédents commerciaux, ainsi qu'un taux d'épargne interne élevé expliquent qu'une grande partie de ces excédents soit destinée à l'achat de bons du Trésor nord-américain, dont la Chine est le principal prêteur.

De plus, elle s'est imposée comme le premier possesseur mondial de réserves financières internationales, au point qu'actuellement, quelques quarante banques centrales de toute la planète utilisent le yuan comme monnaie de réserve. Son pouvoir financier se vérifie encore dans le fait qu'elle constitue le troisième émetteur mondial de flux de capitaux des « investissements directs à l'étranger » (IDE), en 2014, et que 95 des 500 sociétés aux chiffres d'affaires les plus élevés de la planète sont originaires de l'Empire du milieu (Slipak, 2014).

Face à cette fulgurante ascension, certains prétendent que le système international évoluerait vers un monde multipolaire, où les différentes régions économiques et politiques joueraient un rôle, par exemple, à travers l'alliance entre la Chine, la Russie et l'Inde, ou, de façon générale, par le biais des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui représentent, au niveau mondial, 45 % de la population et 30 % du PIB. Pour d'autres, tel que le sinologue argentin Eduardo Oviedo (2014), la fin du monde bipolaire n'aurait pas conduit à un ordre unipolaire ou multipolaire, mais bien à un nouvel *oligopole*, où s'affirmerait la primauté hégémonique des États-Unis, établie en 1991, suite à l'effondrement du monde soviétique.

Le « répertoire » de l'oligopole inclut, outre les États-Unis, d'autres pays qui concentrent la richesse mondiale, comme le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. La fin de la phase de primauté hégémonique nord-américaine se serait produite en 2003, avec la guerre en Irak, durant laquelle les États-Unis durent faire face – contrairement à ce qui s'était passé auparavant – aux désaccords et aux résistances de divers pays. Par conséquent, l'émergence de la Chine, de l'Inde et du Brésil rend compte de la restructuration du répertoire de l'oligopole. Tandis que la superpuissance (les États-Unis) glissait vers un rôle de grande puissance, les trois pays mentionnés auraient passé la frontière des économies moyennes, pour se transformer en grandes puissances économiques. Le décentrement est cependant économique et non militaire, puisque la capacité militaire des États-Unis dépasse largement celle des autres puissances. Mais il témoigne des changements en cours dans les rapports de pouvoir : une déconcentration majeure de la force économique et une plus grande hétérogénéité civilisationnelle.

En fin de compte, dans cette phase de transition, il est évident que la Chine est l'une des principales candidates pour devenir la

nouvelle puissance hégémonique au niveau international, soit sous la forme d'un schéma multipolaire, soit sous celle d'un oligopole. Cependant, loin de tout déterminisme, il convient d'abord de remarquer que la montée en force de la Chine a été pacifique, en fonction d'une stratégie de collaboration, et non d'opposition et de confrontation avec les États-Unis. Ainsi, en réfléchissant sur les caractéristiques de cette relation, Immanuel Wallerstein s'est interrogé : « *Les États-Unis et la Chine sont-ils rivaux ? Oui, mais jusqu'à un certain point. Et sont-ils ennemis ? Non, ils ne sont pas ennemis. Est-ce qu'ils sont collaborateurs ? Ils le sont bien plus qu'ils ne voudraient l'admettre, et le seront d'autant plus dans la décennie suivante* » (Wallerstein, 2012). De plus, les États-Unis, conscients de ces mutations, ont changé leur politique extérieure, aujourd'hui orientée vers une stratégie internationale de « contention », réalisant ce que le gouvernement nord-américain a dénommé un « tournant stratégique » dans la région du Pacifique : « *a pivot to Asia* » (Fornillo, 2015).

L'expansion de la géographie de l'extraction en Amérique latine

Bien que des changements se soient opérés dans la division internationale et territoriale du travail, l'ensemble de l'Amérique latine et de l'Afrique continuent de former une partie du Sud, comme en témoigne leur rôle de continents exportateurs de biens naturels. Pourtant, la géographie de l'extraction a atteint un nouveau sommet, grâce aux prix internationaux élevés des produits primaires. Dans cette optique, et, au vu du boom des « *commodities* », l'Amérique latine a vécu une période de croissance économique et de diminution de la pauvreté, accompagnée, cependant, par une tendance marquée à la « reprimarisation ». Cette tendance se vérifie dans la réorientation économique du continent vers des activités primaires extractives ou les *maquilas* (usines d'assemblage pour l'exportation), à faible valeur ajoutée.

D'une manière générale, à partir de 2003, l'Amérique latine est entrée dans le « consensus des *commodities* » (Svampa, 2013). Cette expression représente une dimension non seulement économique, mais aussi politico-idéologique du nouvel ordre, car elle évoque l'idée qu'il existerait un accord – tacite, bien que, avec le temps, de plus en plus explicité –, sur le caractère irrévocable ou irrésistible de l'actuelle dynamique « extractiviste ». Cet accord

profite de la conjonction de la demande globale croissante de biens primaires – le boom des matières premières – et des biens de consommation (de plus en plus demandés par les pays centraux et les puissances émergentes), ainsi que de la vision « eldoradiste » de l'Amérique latine, comme lieu par excellence d'abondantes ressources naturelles. Cette conjonction qui, en économie, adopte l'appellation habituelle d'« avantages comparatifs », a cimenté les bases d'une illusion développementaliste, traversant l'ensemble des pays d'Amérique latine, au-delà des différences et des nuances.

Le « consensus des *commodities* » a entraîné la croissance économique et l'augmentation des réserves monétaires, tout en produisant de nouvelles asymétries et de profondes inégalités dans les sociétés latino-américaines. Il se traduit, de plus, par une distribution inégale des conflits socio-environnementaux et territoriaux, qui opèrent maintenant sous les formes du pillage et de la dépossession. En d'autres termes, il a accentué une géographie déterminée de l'extraction et de la dépossession, ancrée en grande partie dans le Sud, à travers l'extraction de matières naturelles destinées à l'exportation, et la concentration de biens, de terres, de ressources et de territoires. Cette géographie a été mise en œuvre principalement par un certain type d'acteurs : les grandes transnationales, étroitement alliées avec les différents gouvernements (nationaux, provinciaux, locaux).

Il n'est guère fortuit qu'une partie importante de la littérature critique latino-américaine, au-delà des nuances existantes, considère que le résultat de ce processus soit la consolidation d'un type de développement « néo-extractiviste » (Gudynas, 2009; Acosta, 2009; Svampa, 2010; Machado Araoz, 2014), qui peut être défini comme le modèle d'accumulation basé sur l'exploitation de ressources naturelles, en grande partie non renouvelables et de plus en plus rares, ainsi que sur l'expansion des frontières vers les territoires considérés auparavant comme « improductifs ». Outre cette caractéristique, cinq autres éléments cernent le néo-extractivisme.

Le néo-extractivisme se caractérise en effet par l'exportation, à grande échelle, de biens primaires, entre autres des hydrocarbures (gaz et pétrole), des métaux et minerais (cuivre, or, argent, étain, bauxite, zinc, entre autres), des produits agricoles (maïs,

soja et blé) et des agrocarburants². La taille importante des entreprises – il s'agit en réalité de méga-entreprises, de grandes transnationales – constitue une autre caractéristique. Celle-ci nous informe sur l'ampleur des dépenses, ainsi que sur leur distribution : ce sont des activités à forte intensité de capital, mais non de travail. Au-delà de la rhétorique nationaliste en vogue, dans le cadre de ce nouveau cycle, le retour de l'État s'est opéré au sein d'un espace à géométrie variable, dont un des éléments clés serait l'association avec les capitaux privés des transnationales, dont le poids dans les économies latino-américaines, loin de s'être atténué, s'est au contraire accentué, à mesure que s'étendaient et se multipliaient les activités extractives. Un nouveau « développementalisme », plus pragmatique et sous un mode extractiviste, pas nécessairement lié aux formes de l'étatisme propre aux années 1950-1970, est devenu le trait fondamental de la pratique dominante.

Le néo-extractivisme présente par ailleurs une dynamique territoriale, qui tend à occuper de manière intensive l'espace, à travers des formes liées à la monoculture ou à la monoproduction, conduisant entre autres à remplacer d'autres formes de production (économies locales et/ou régionales). Cette pression sur les frontières combine, dans la plupart des cas, la dynamique de l'enclave ou de la fragmentation – faible inscription dans les chaînes de production endogènes, qui favorisent un modèle d'intégration territoriale et régionale – avec les déplacements de populations (dislocation des économies locales traditionnelles et expulsions). Les grandes entreprises sont alors amenées à jouer le rôle de l'acteur social total au sein des sociétés locales.

Enfin, le néo-extractivisme crée une dynamique verticale, faisant irruption dans les territoires, déstructurant les économies régionales, détruisant la biodiversité, et approfondissant de manière dangereuse le processus d'accaparement des terres ; violant ainsi les processus de décision citoyenne – plus particulièrement ceux des populations paysannes et indigènes, ainsi que des habitants des petites et moyennes localités. Défini de la sorte, le néo-extractivisme dépasse le cadre des activités considérées traditionnellement

2. Ceci entraîne l'augmentation des asymétries entre la géographie de l'extraction et celle de la consommation : par exemple, aujourd'hui, 26,2% de la bauxite produite dans le monde l'est en Amérique latine, bien qu'elle n'en consomme que 2,9% ; quant au cuivre, elle en produit 45,1%, et en consomme 6,1% ; pour ce qui est de l'or, elle en produit 15,2% et en consomme 3% (Machado Araoz, 2012).

comme extractives. Outre les méga-mines à ciel ouvert, l'expansion de la frontière pétrolière et énergétique (par le biais de l'exploitation de gaz et de pétrole non conventionnel, avec la tant controversée méthode de la fracture hydraulique ou *fracking*) et la construction de grands barrages hydroélectriques (en général, au service de la production extractive), s'y ajoutent l'expansion de la frontière de pêche et forestière, ainsi que la généralisation du modèle de l'agrobusiness (cultures transgéniques, comme le soja, l'huile de palme ou les agrocarburants).

De manière générale, le « consensus des marchandises » consacre l'Amérique latine comme une « économie adaptative », par rapport aux différents cycles d'accumulation, et s'appuie donc sur l'acceptation de la place que la région occupe dans la division mondiale du travail. Indépendamment de la rhétorique industrialiste et émancipatrice des gouvernements progressistes, revendiquant l'autonomie économique et la souveraineté nationale, tout en souhaitant la construction d'un espace politique latino-américain, s'est opéré la jonction entre deux consensus ; celui de Washington et celui des *commodities*. Au nom des avantages comparatifs ou de la pure subordination à l'ordre géopolitique mondial, selon les cas, les gouvernements latino-américains – qu'ils soient progressistes ou conservateurs –, tendent à accepter comme « destin » le nouveau consensus des *commodities*, qui, historiquement, a cantonné l'Amérique latine au rôle d'exportateur de matières premières, de biens naturels. Ils minimisent de ce fait les énormes conséquences environnementales, les effets socio-économiques (les nouveaux cadres de la dépendance et la consolidation des enclaves d'exportation), ainsi que sa traduction politique : « disciplinarisation » et formes de coercition sur la population.

Cette période d'essor économique, de reformulation du rôle de l'État, mais aussi de non-reconnaissance des conflits liés à la dynamique extractive, s'est approximativement étendue jusqu'en 2010. Cette année-là, les différents gouvernements progressistes, consolidés dans leurs mandats respectifs (nombre d'entre eux ayant renouvelé leur mandat présidentiel), ont admis et affirmé une matrice explicitement extractiviste, en raison de la virulence atteinte par certains conflits territoriaux et socio-environnementaux. De plus, l'explosion de la « conflictivité » en rapport avec les activités extractives (méga-mines, entreprises pétrolières, et, dans une moindre mesure, agro-industrie) mettrait en évidence tant les dimensions et

les alliances propres au développement hégémonique que les limitations imposées aux processus de participation citoyenne (le respect de la convention 169 de l'OIT et les consultations publiques), et l'apparition de phénomènes de criminalisation du conflit.

Autour de 2010, il y eut en Amérique latine un « blanchiment » du consensus des *commodities*, visible dans les conflits explicites au sein des territoires extractifs. Cela correspondait à la réaffirmation du positionnement extractiviste des gouvernements progressistes, à travers la multiplication de projets. Paradoxalement, cela s'est fait par le biais d'un discours industrialiste : au Brésil, ce fut le plan d'accélération de la croissance (PAC)³, qui prévoit la construction d'un grand nombre de barrages en Amazonie ; en Bolivie, ce fut la promesse du *grand saut industriel*, selon la formule lancée par le vice-président en 2010, qui multipliait les projets extractifs, entre autres, de gaz, lithium, fer, ainsi que l'agro-industrie ; en Équateur, cela prit la forme de la réforme des règles concernant les méga-mines, d'où, en conséquence, leur expansion dans le pays ; au Venezuela, ce fut le Plan stratégique de production de pétrole, qui impliquait une progression de la frontière d'exploitation dans la bande de l'Orénoque ; en Argentine, enfin, ce fut un autre plan stratégique, celui de l'agroalimentaire pour la période 2010-2020, qui prévoit notamment l'augmentation de 60 % de la production de céréales. Ainsi, au-delà des rhétoriques industrialistes de ces divers gouvernements, les changements économiques en cours visaient à renforcer le modèle extractiviste, dans un contexte qui unissait la reprimarisation et une rentabilité extraordinaire.

Au cours de cette phase, nombreux furent les conflits socio-environnementaux et territoriaux, qui réussirent à dépasser leur ancrage local, pour acquérir une visibilité nationale : que ce soit le projet de réaliser une route qui traverserait le Tipnis (Territoire indigène du parc national Isidore Secure, en Bolivie), la construction du barrage géant de Belo Monte (Brésil), la révolution populaire de Famatina et les résistances contre la méga-mine (Argentine), ou encore la suspension finale de la proposition de moratoire du parc Yasuni (Équateur). En Amérique centrale, l'un des grands projets qui a soulevé le plus de controverses, est le canal interocéanique du

3. Ce plan datait de l'époque de Lula da Silva, mais le financement des projets, liés aux grandes entreprises, s'est vu augmenter considérablement sous les gouvernements de Dilma Rousseff.

Nicaragua. Trois fois plus grand que le canal de Panama, il est sous concession de l'entreprise chinoise HKND⁴. Ce qui ressort avec évidence de tous ces conflits est la limitation à l'expansion des droits (collectifs, territoriaux, environnementaux) face à l'expansion croissante des frontières de l'exploitation du capital, qui se traduit par la recherche de biens, de terres et de territoires, et qui a réduit à néant les projets émancipateurs qui avaient soulevé de fortes attentes, surtout dans des pays comme la Bolivie et l'Équateur.

À ces conflits emblématiques, il convient d'ajouter ceux qui se produisent sous cette forme, dans des pays régis par des gouvernements néolibéraux ou conservateurs : notamment, les luttes contre les projets miniers de Conga et de Tia Maria, sous le gouvernement d'Ollanta Humala au Pérou, qui, entre 2012 et 2015, suite à la répression, ont coûté la vie à trente-cinq personnes ; l'opposition au grand projet minier de la Colosa, en Colombie ; la suspension du projet minier binational (Argentine et Chili) de Pascua Lama, qui avait fait l'objet d'une action en justice au Chili. Ainsi, la phase actuelle et les niveaux de conflits illustrent le couplage entre l'extractivisme néodéveloppementaliste et le néolibéralisme – couplage qui se manifeste de manière pragmatique au Pérou, en Colombie ou au Mexique –, ainsi qu'entre l'extractivisme néodéveloppementaliste et les gouvernements progressistes (Bolivie, Équateur, Brésil, Argentine).

Un des éléments communs aux différents gouvernements progressistes a été la stigmatisation de la contestation environnementale et la dérive vers une lecture conspirationniste. En réalité, là où il y a un conflit environnemental et territorial, médiatisé et politisé, mettant en relief les points aveugles des gouvernements progressistes, en rapport avec la dynamique de dépossession, la réaction tend à être la même. Cela remonte à 2009, en Équateur, surtout en rapport avec la méga-mine, au conflit suscité par la construction de Belo Monte, au Brésil, et à la lutte autour du TIPNIS, en Bolivie. Dans les trois cas, les partis au pouvoir ont opté pour le langage nationaliste et l'escamotage de la question, niant la légitimité de la revendication pour l'attribuer, soit à l'« écologisme infantile »

4. En novembre 2015, le début des travaux a été retardé suite aux protestations des organisations environnementales, mais aussi face à l'analyse critique, par des experts internationaux convoqués par l'Académie des sciences du Nicaragua, de l'étude d'impact environnemental.

(Équateur), soit à l'action des ONG étrangères (Brésil), soit, enfin, à l'environnementalisme colonial (Bolivie).

La Chine et l'Amérique latine

L'émergence de nouvelles puissances mondiales a généré un nouveau contexte pour l'Amérique latine, au sein duquel le lien – inévitable et certainement nécessaire – avec la Chine ne fut pas le plus important, mais bien la manière dont ce lien s'est développé. À mon sens, la relation entre la Chine et l'Amérique latine se traduit par le renforcement de l'extractivisme et la reprimarisation des économies latino-américaines, et cette relation asymétrique manifeste le déclin d'un régionalisme rebelle.

Le renforcement de l'extractivisme, qui s'observe à l'échelle du continent, renvoie à l'intensification des exportations des *commodities*, dans le cadre d'une dynamique ascendante, visant à consolider les liens économiques avec l'Empire du milieu. Au cours de ces dernières années, les échanges entre le continent et le pays asiatique se sont assurément intensifiés. En 2000, la Chine n'occupait pas une place privilégiée en tant que destination des exportations ou origine des importations des pays de la région. Mais en quelques années, la Chine est passée devant les pays de l'Union européenne et le Japon, et juste derrière les États-Unis, en tant que partenaire commercial de la région. En 2013, elle était devenue l'origine première des importations du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay; la deuxième de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Pérou et du Venezuela; et la troisième de la Bolivie, du Nicaragua, d'El Salvador et du Guatemala. En ce qui concerne ses importations, la Chine est devenue la première destination des exportations du Brésil et du Chili, et la deuxième de l'Argentine, de la Colombie, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela (Svampa et Slipak, 2015).

Cet échange est cependant asymétrique. Alors que 84 % des exportations des pays latino-américains vers la Chine sont composés de matières premières, 63,4 % des exportations chinoises vers la région sont des produits manufacturés. Pour ne prendre que quelques exemples, l'Argentine exporte essentiellement du soja, des fruits oléagineux et des huiles végétales; le Chili, du cuivre; le Brésil, du soja et du minerai de fer; le Venezuela et l'Équateur du pétrole; le Pérou, du minerai de fer et d'autres minerais.

En outre, les capitaux d'origine chinoise sont de plus en plus présents sur le continent. Prenons l'exemple des hydrocarbures et de l'industrie minière et des métaux. Quatre importantes entreprises d'origine chinoise – Sinopec, l'Entreprise nationale du pétrole de Chine (CNCP), la China National Offshore Oil Company (CNOOC) et Sinochem – sont présentes dans la région, et participaient déjà, autour de 2010, à une quinzaine de projets d'extraction, localisés au Pérou, au Venezuela, en Équateur, en Colombie, au Brésil et en Argentine. De même, en ce qui concerne l'exploitation minière et des métaux, la Chine est présente dans la plupart des pays, même si ses investissements miniers sont surtout concentrés au Pérou, et, plus récemment, en Équateur.

Les prêts constituent un autre thème très important. Des études récentes montrent que la majorité des prêts chinois dans la région l'ont été pour les infrastructures (55 %), suivis de l'énergie (27 %) et de l'industrie minière (13 %). Le principal prêteur a été la Banque de développement de Chine, qui a concédé autour de 71 % des prêts. Si le Brésil et l'Argentine reçoivent chacun près de 14 % des prêts, le premier bénéficiaire est le Venezuela, accumulant un peu plus de la moitié des fonds prêtés, pour financer treize projets. Les prêts chinois à l'Équateur et au Venezuela occupent la place des marchés de la dette souveraine. *« Le financement chinois est souvent le "prêteur en dernière instance". Ce n'est pas bon marché, mais au vu de la préoccupation de la communauté financière internationale par rapport au Venezuela et à l'Équateur, et les primes de (haut) risque que cela entraînerait, les prêts chinois sont une option attractive »* (Myers, 2011, cité dans Slipak 2014).

Il convient d'ailleurs de s'interroger sur la destination des investissements provenant de Chine. Toutes les analyses coïncident pour affirmer que ceux-ci s'établissent majoritairement dans des activités extractives (mines, pétrole, agro-industrie, barrages géants...). Cela renforce l'effet « reprimarisant » de ces économies, opérant sous le consensus des *commodities*. Dans certains cas, les investissements chinois s'orientent vers le secteur tertiaire, mais en lien et en soutien alors aux activités extractives. À cela, vient s'adjoindre la politique des prêts conditionnés par les *commodities*, qui fait peser une menace sur le secteur des petites et moyennes entreprises ; que ce soit le risque de pollution ou la possibilité d'exporter directement vers la Chine des produits qui, auparavant, étaient transformés par les PME locales.

Enfin, les relations qui s'instaurent entre les pays périphériques, comme l'Argentine ou l'Équateur, avec la Chine, ne sont pas du même ordre que celles qui peuvent prévaloir avec un pays comme le Brésil. Il est important de prendre en compte la notion de *semi-périphérie*, pour aborder le rôle de ce pays, qui participe à d'autres regroupements internationaux (BRICS), et qui a connu, plus spécifiquement, une ascension dans l'espace latino-américain⁵. Cependant, même dans ce cas, la relation avec la Chine passe aussi par une voie asymétrique, qui se manifeste sous la forme d'une « désindustrialisation précoce », du fait principalement de l'incapacité des gouvernements de contrer les effets de la maladie hollandaise ; c'est-à-dire l'exportation massive des matières premières, liées à l'exploitation des ressources naturelles.

Une autre interrogation tient à l'évaluation de la portée du régionalisme latino-américain. À partir de 2000, nous avons assisté à l'émergence d'un « régionalisme rebelle » (nous reprenons l'expression de Jaime Preciado), dans une perspective anti-impérialiste, critique de la traditionnelle hégémonie nord-américaine. L'un des jalons les plus importants de ce nouveau régionalisme fut le sommet de Mar del Plata (Argentine), qui s'est tenu en 2005. Au cours de ce sommet, en effet, les pays latino-américains ont enterré la possibilité de l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), et ont créé, sous l'impulsion du charismatique Hugo Chavez, l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les Amériques). Dans le cadre régional, des projets ambitieux ont été adoptés, comme celui de créer une monnaie unique (*sucre*) et la Banque du Sud. Cependant, ces projets ne se sont pas développés, en partie à cause du faible enthousiasme manifesté par le Brésil, qui, en raison de son rôle de puissance émergente, participe à d'autres associations internationales.

5. Oviedo résume de la manière suivante les relations entre la Chine et l'Amérique latine : « En combinant la théorie du système-monde avec la position des pays dans la structure économique internationale, les relations entre la Chine et les États latino-américains apparaissent clairement divisées en trois différents types économiques, estimés en fonction du Produit intérieur brut (PIB) des nations, selon la Banque mondiale : a) la Chine et le Brésil maintiennent depuis 2007 une relation centre-centre (du fait des capacités économiques de ces deux grandes puissances : la Chine depuis 1998 et le Brésil depuis 2007) ; b) la Chine et le Mexique mettent en place des relations centre-semi-périphéries (la Chine comme État central et le Mexique comme économie moyenne) ; et c) le reste des économies latino-américaines maintient des relations de type centre-périphéries avec la Chine. Dans la relation horizontale sino-américaine, l'Amérique latine est plutôt considérée comme objet, et non sujet de la politique mondiale » (Oviedo, 2014).

La création de l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) en 2007 puis celle de la CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens) en 2010, comme forum pour traiter, en dehors de l'influence de Washington, les conflits sur le continent, jalonnent ce processus d'intégration régionale. Néanmoins, tout cela ne fut pas en mesure d'éviter que, par la suite, les États-Unis signent des traités de libre commerce (TLC) bilatéraux avec plusieurs pays latino-américains. De même, que n'a pu être empêché la création, en 2011, d'un nouveau bloc régional, l'Alliance du Pacifique, où se retrouvent le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique.

Dans cette nouvelle configuration, nombreux furent ceux qui virent d'un bon œil la relation naissante entre les pays latino-américains et la Chine, argumentant que celle-ci offrirait la possibilité d'accroître les marges d'autonomie de la région, par rapport à l'hégémonie nord-américaine⁶. Comme déjà mentionné, ce fut surtout l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez qui prit la tête de ce positionnement, en mettant en œuvre une politique de rapprochement manifeste avec la Chine. S'appuyant sur la richesse pétrolière de son pays, Chavez vit en la Chine l'allié commercial et politique idéal pour se distancier de l'hégémonie des États-Unis, ainsi que de la menace constante qu'ils font peser sur le régime vénézuélien.

Dès lors, pour certains, la relation avec la Chine, au cours de cette transition accélérée d'un monde bipolaire à un autre de caractère multipolaire, acquérait un sens politique stratégique, sous la forme d'une coopération Sud-Sud. La Chine et la Russie paraissent ainsi devoir jouer un rôle très important dans les équilibres géopolitiques de la région latino-américaine. Cependant, au-delà de l'étiquette de « pays émergent » et de la difficulté d'accepter l'auto-présentation de la Chine comme « pays en développement⁷ », il est évident que sa rapide montée en puissance mondiale, ainsi que la

6. Cela se serait déjà passé pendant la Guerre froide même si, aujourd'hui, suite à l'effondrement des pays socialistes, il n'existerait pas de polarisation idéologique.

7. La perception chinoise de l'Amérique latine a été condensée, en 2008, dans le document connu comme le *Livre blanc de la politique de la Chine envers l'Amérique latine et les Caraïbes*. Ce texte met en avant la nécessité que les liens sino-latino-américains s'accroissent encore, sur la base de la *complémentarité* de leurs économies. La Chine a rendu explicite sa fascination pour la richesse naturelle latino-américaine, en proposant une intégration commerciale, en mettant l'accent sur les avantages comparatifs étatiques classiques, qui renforcerait le rôle latino-américain de fournisseur global de produits de base, et ce jusqu'à hypothéquer les possibilités de développement industriel de diverses activités (Svampa et Slipak, 2015).

realpolitik des relations commerciales avec les pays latino-américains, sont loin de correspondre à l'hypothèse d'une relation symétrique Sud-Sud.

L'orientation prise par les relations entre la Chine et les différents pays latino-américains a atténué la thèse de la coopération Sud-Sud. De même, la reconfiguration d'une UNASUR de « basse intensité » (Comini et Frenkel, 2014), marquée par la fin des grands dirigeants régionaux (la mort de Hugo Chavez et de Nestor Kirchner, l'éloignement de Lula Da Silva ; trois leaders qui s'étaient largement engagés dans l'intégration régionale), ainsi que par l'émergence de nouveaux alignements régionaux (Alliance pour le Pacifique), à caractère plus libéral, ont amené à relativiser la thèse du régionalisme rebelle.

Actuellement, les deux thèses – celle de la coopération Sud-Sud avec la Chine comme celle du régionalisme rebelle – paraissent plus correspondre à une sorte de *wishfull thinking*, qu'aux pratiques économiques et commerciales réellement existantes des différents gouvernements progressistes latino-américains. En effet, la signature par la plupart des gouvernements latino-américains (dont nombre d'entre eux compromettent leur économie pour des décennies) de conventions ou de TLC avec le géant asiatique, loin d'être l'exception, constitue au contraire la règle générale. Or, au lieu de garantir l'intégration latino-américaine, ces accords ne font que renforcer la concurrence entre les pays, en tant qu'exportateurs de *commodities*.

Dix ans après l'enterrement de l'ALCA (2005), dont l'écho demeure tenace dans l'imaginaire anti-impérialiste latino-américain, la consolidation des relations asymétriques avec la Chine est devenue évidente. 2015 fut ainsi une année symbolique : commencée avec la signature de nombreuses conventions commerciales entre l'Argentine et la Chine, elle s'est achevée par des accords conclus entre la Chine et la Bolivie. D'un côté, les conventions sino-argentines signées à la faveur d'un voyage médiatisé de l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner portent entre autres sur des infrastructures et des entreprises, mais contiennent aussi de nombreuses clauses secrètes qui compromettent pour longtemps l'avenir du pays. De l'autre côté, les accords sino-boliviens signés par le vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera comprennent un crédit de plusieurs millions pour financer onze importants travaux d'infrastructure – des « méga-routes », qui relieront par trois voies

distinctes l'Amazonie, les vallées et l'Altiplano, ainsi que des voies ferrées – et d'énergie électrique.

Par ce biais, la Chine se transformera en principal créancier de la Bolivie, déplaçant les institutions financières contrôlées par les États-Unis et l'Union européenne. Malgré l'enthousiasme que cela a suscité en Bolivie, peu de personnes paraissent s'interroger sur ce qui arrivera aux populations paysannes et indigènes s'opposant à ces mégaprojets. Ou si ceux-ci affecteront les aires protégées et la biodiversité. Quoi qu'il en soit, l'approfondissement de la relation avec la Chine impliquera manifestement la fin de toute perspective émancipatrice, inspirée par le *Buen Vivir* indigène. À dix ans de distance, le sommet de Mar del Plata apparaît comme le point culminant du régionalisme rebelle latino-américain, alors qu'il aurait dû être, en réalité, son point de départ, dans une perspective véritablement inclusive, visant la création d'une nouvelle plateforme de négociation régionale, avec les nouveaux et puissants partenaires commerciaux.

Ainsi, s'il est indéniable que l'émergence et la rapide consolidation de l'influence de la Chine en Amérique latine apparaît comme une opportunité pour accroître les marges de manœuvre par rapport aux États-Unis, l'ensemble des éléments mentionnés – les revendications d'intégration régionale purement rhétoriques, la concurrence entre les différents pays de la région, l'augmentation des exportations de matières premières – consolident les asymétries, accentuant la tendance au renforcement d'un extractivisme « néodépendantiste », où la Chine apparaît tous les jours plus comme un pôle hégémonique. Dès lors, la confirmation d'une relation commerciale privilégiée, basée sur la demande de *commodities* et la consolidation d'un échange très inégal avec la Chine, marque l'émergence de nouvelles relations de dépendance ; dépendance dont les contours se définissent au gré des négociations unilatérales que ce pays poursuit avec chacun de ses partenaires commerciaux latino-américains.

Du point de vue économique, cette asymétrie s'est traduite par un processus de réprimarisation de l'économie, visible dans la réorientation des activités vers le secteur primaire extractiviste à faible valeur ajoutée. De plus, selon divers analystes, nous arriverions à la fin du « supercycle des *commodities* » (Canutto, 2014), en raison essentiellement de la décélération de la croissance chinoise. Non seulement, la majorité des gouvernements latino-américains ne sont

pas bien préparés pour faire face à la chute des prix des produits de base qu'ils exportent, mais les conséquences se font déjà ressentir dans la tendance au creusement du déficit commercial (Martinez Allier, 2015). Dit autrement, ces pays exportent beaucoup vers la Chine, sans que cela ne suffise à couvrir leurs coûts d'importations en provenance de Chine.

Tout cela entraîne non seulement un endettement, mais aussi une exacerbation de l'extractivisme ; une tendance à l'augmentation des exportations de produits primaires, afin de couvrir le déficit commercial, créant ainsi une spirale perverse (multiplication de projets extractifs ; augmentation des conflits socio-environnementaux ; déplacements de populations ; etc.). Dès lors, le débat sur les relations de l'Amérique latine avec la Chine doit être contextualisé en fonction de l'intensification des exportations des *commodities*, et, par conséquent, du renforcement de la reprimarisation et de l'extractivisme.

L'expansion de la géographie de l'extraction

Face aux pressions visant à étendre la géographie de l'extraction, par le biais surtout de l'expansion de la frontière énergétique, il convient de se demander si, aujourd'hui, l'extractivisme n'est pas également une catégorie applicable au Nord global. Certes, le renforcement de l'extractivisme a affecté plus spécifiquement les pays du Sud, reconfigurant les territoires, générant de nouvelles formes de dominations, et consolidant la géographie de la dépossession, dans un contexte de plus en plus marqué par l'émergence des conflits environnementaux et territoriaux. Néanmoins, la pression pour étendre la frontière énergétique déborde clairement les pays du Sud, et permet de suivre la progression d'une dynamique territoriale extractiviste au Nord, alors même qu'on aurait pu croire que celle-ci y connaîtrait un net recul. L'exemple le plus éloquent est l'exploitation de gaz et de pétrole non conventionnel, avec la méthodologie controversée de la fracturation hydraulique ou *fracking*⁸.

8. Bien que connus depuis longtemps, ce n'est qu'avec l'expansion de la frontière technologique et l'imminence de l'épuisement des hydrocarbures conventionnels, que les hydrocarbures non conventionnels ont commencé à être vus comme une alternative « viable », malgré leur coût économique plus élevé, la plus grande pollution et les problèmes environnementaux qu'ils engendrent, ainsi que leur plus faible rendement énergétique. Le *shale gas*, qui existe dans des dépôts de schiste, le *tight gas* ou *gaz des sables compacts*, le *gaz de feutres de carbone*, et les bruts lourds ou *sables bitumineux*, font partie des hydrocarbures non conventionnels. Leur extraction requiert la fracturation hydraulique ou *fracking* ; technique expérimentale qui consiste à injecter à haute pression de l'eau, du

Le pari du *fracking* implique de renforcer la matrice énergétique actuelle, basée sur les combustibles fossiles et, en conséquence, suppose un net recul en termes d'alternatives ou de stratégies de transition vers des énergies propres et renouvelables. Le développement du *fracking* a été décidé par les États-Unis, au nom de l'autosuffisance et de la souveraineté en hydrocarbures. Son évolution, marquée à partir de 2000, par la série d'exemptions environnementales et économiques qu'il a requises, ainsi que par le rôle crucial du puissant lobby pétrolier, figurent dans les pages les plus sordides de la politique intérieure nord-américaine récente. Il est évident qu'au cours de la dernière décennie, le *fracking* a transformé la réalité énergétique des États-Unis, en lui octroyant une plus grande autonomie à l'égard des importations, mais aussi en vérifiant sur son propre territoire les impacts réels du *fracking* : la contamination des aquifères, les problèmes de santé des personnes et des animaux, les mouvements sismiques, les plus grandes émissions de gaz méthane, etc.

Le caractère controversé du *fracking* se manifeste par le biais d'une cartographie mouvante et intensive du conflit, qui a explosé au cœur du Nord impérial, comme l'ont démontré son interdiction au Vermont et le moratoire décidé dans des États, tels que ceux de New York et de Los Angeles. Au Canada, dans la région du Québec, les luttes ont débouché sur la prohibition du *fracking*, tandis qu'en Colombie britannique se développent aujourd'hui des résistances indigènes-urbaines, en rapport avec l'oléoduc de 1 100 km qui transporte le bitume depuis la région d'Alberta. En Europe, le panorama est aussi très versatile. La France et la Bulgarie ont interdit le *fracking*, tandis que d'autres pays ont mis en œuvre des moratoires. Entre 2013 et 2014, plusieurs pays ont ouvert leurs portes au *fracking*, stimulés par le modèle nord-américain et l'extension de la crise économique.

En Grande-Bretagne, au milieu d'importants conflits, le moratoire a été levé, et le gouvernement de Cameron a promis des avantages fiscaux aux communes qui acceptaient le *fracking*, tout en cherchant à l'autoriser sur tout le territoire, et ce y compris dans les aires naturelles protégées. Autre scène de conflit : la Roumanie. Le moratoire en vigueur n'a pas été respecté et le gouvernement

sable, et des produits chimiques dans les formations rocheuses riches en hydrocarbures afin d'accroître leur perméabilité.

a concédé des permis d'exploration à Chevron. En Espagne, la dispute entre le gouvernement et les résistances sociales est très intense, mais la nouvelle la plus récente provient d'Allemagne, où, en 2014, a été approuvé un moratoire de huit ans.

Le fracking constitue un tour de vis de l'extractivisme, aux conséquences considérables aux niveaux local et mondial. Alors que dans le Sud, les résistances sociales prennent de l'ampleur, de nouveaux conflits émergent dans le Nord global, autour des biens naturels ; ce qui jusqu'il y a peu semblait toujours plus lointain ou réservé aux pays périphériques. En somme, et même si cela n'équivaut pas à une rupture de la géographie néocoloniale ou de la configuration des rapports Nord-Sud, ce même phénomène présent au Sud comme au Nord nous oblige à complexifier la lecture du monde actuel. Ceci ne signifie pas que les asymétries entre les uns et les autres ne se soient pas accrues, mais cette nouvelle expansion de la géographie de l'extraction nous amène à penser la problématique en termes civilisationnels, tout en ouvrant la possibilité de créer d'autres ponts et liens de solidarité à l'échelle mondiale, qui constitueraient de la sorte une nouvelle cartographie des résistances.

Traduction de l'espagnol : Magali Scheppers et Frédéric Thomas

Bibliographie

- Acosta A. (2009), *La maldición de la abundancia*, Quito, Abya Yala.
- Canutto O. (2014), « The Commodity Super Cycle: Is This Time Different ? », *Economic Premise*, World bank, n° 150, juin.
- Comini N. et Frenkel A. (2014), « Una Unasur de baja intensidad. Modelos en pugna y desaceleración del proceso de integración en América del Sur », *Nueva Sociedad*, n° 250, mars-avril.
- Gudynas E. (2009) « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo », *AVV. Extractivisme, Politique et Société*, Quito, CAAP, CLAES.
- Machado Aráoz H. (2012), *Naturaleza mineral. Una ecología política del colonialismo moderno*, Thèse en Sciences Humaines, faculté des Humanités, Université nationale de Catamarca, Argentine.
- Machado Araoz H. (2014), *Potosí, el origen*, Buenos Aires, Mardulce.
- Martinez Allier J. (2015), « El triunfo del posextractivismo en 2015 », www.sinpermiso.info/.
- Oviedo E. (2014), « América Latina : entre la hegemonía estadounidense y la influencia china ». *FLACSO-ISA Joint International Conference. Global and Regional Powers in a Changing World*, <http://web.isanet.org/>.
- Slipak A. (2014), « La expansión de China en América Latina : incidencia en los vínculos comerciales argentino-brasileros », Congrès d'économie politique internationale, 5 et 6 novembre, Université nationale de Moreno (UNM), Buenos Aires, Argentine.
- Svampa M. et Slipak A. (2016), « China en América Latina : Del Consenso de los Commodities al Consenso de Beijing », *Ensamble*, Argentine, à paraître.

Svampa M. (2013). « Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, Buenos Aires, mars-avril.

Wallerstein I. (2012), « China y Estados Unidos: rivales o colaboradores », *La Jornada*, 22 janvier, www.jornada.unam.mx/.